

2015/09

# L'Afghanistan un champ stratégique pour l'État islamique

par MOHAMMAD ISMAIL JAVID

*Analyses &  
Études*  
Politique internationale



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES  
DROITS DE L'HOMME  
MIGRATIONS  
POLITIQUE INTERNATIONALE  
Économie

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites [www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) et [www.sireas.be](http://www.sireas.be), elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à [educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)  
[www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) – [www.sireas.be](http://www.sireas.be)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



**D**aesh ou « l'État islamique en Irak et au Levant », est né dans un contexte très compliqué, dans une région de tension constante, le Moyen-Orient. En effet, Daesh est le produit d'une situation anarchique qui porte le joli nom de « printemps arabe », mais qui est enracinée dans des contextes religieux, politiques, géopolitiques et économiques variés. Après la mort d'Abou Moussab al-Zarqaoui en 2006, le chef d'Al Qaeda en Irak, les autres membres de ce groupe ont formé « l'État islamique en Irak ». En 2010, Abubakr al-Baghdadi en prend la direction et le mouvement pénètre en Syrie à la suite du chaos issu du « printemps arabe ». En avril 2013, al-Baghdadi proclame la formation de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), nommé « Daesh » en arabe. Le 29 juin 2014, il déclare l'instauration du califat islamique (1).

L'émergence et le développement de ce groupe extrémiste pose beaucoup de questions. Comment a-t-il réussi aussi facilement à contrôler un vaste territoire? Pour quelle raison la communauté internationale n'arrive-t-elle pas à un consensus pour lutter sérieusement contre ce groupe terroriste ? Les États-Unis et leurs alliés n'ont-ils pas vraiment le pouvoir d'éliminer cet État de la terreur ? Si ce groupe terroriste attaque Israël et Arabie Saoudite, la réaction de la communauté internationale et des États-Unis sera-t-elle aussi prudente et aussi passive que maintenant ? Il est clair que cet État de la terreur est une menace pour la paix et la stabilité régionale voire internationale, alors pourquoi les acteurs régionaux et internationaux ne peuvent-ils pas arriver à un consensus pour éliminer ce mouvement diabolique ?

En fait, on a l'habitude d'amalgamer et de simplifier les problèmes. On se contente souvent de relier le terrorisme et l'extrémisme à l'Islam, sans prendre en considération d'autres facteurs comme les enjeux géopolitiques, politiques et économiques. Pour avoir une idée réaliste de l'émergence et de l'extension de la sphère d'influence de l'État islamique, il faut d'abord analyser deux facteurs majeurs qui ont permis l'émergence et le développement de Daesh : l'instrumentalisation de l'Islam et l'antagonisme des acteurs régionaux. Ensuite, en envisageant l'importance géostratégique et géopolitique de l'Afghanistan, il est indispensable d'analyser les conséquences de l'élargissement de l'État islamique à ce pays et à ses voisins.

## L'INSTRUMENTALISATION DE L'ISLAM

Certes, l'intolérance religieuse est une caractéristique de la majorité des pays musulmans, mais cette intolérance n'est pas une caractéristique englobant toutes les sociétés musulmanes. Quand on parle de l'Islam, il faut prendre en considération qu'il n'y a pas qu'un seul Islam. Comme dans toutes les religions, il y a au sein de l'Islam plusieurs tendances et différentes interprétations de la religion. L'intolérance, l'extrémisme et le fanatisme sont les caractéristiques d'une tendance et d'une interprétation parmi d'autres.

En outre, les différents régimes politiques dans le monde musulman démontrent bien la flexibilité des sociétés musulmanes à l'égard du politique. De multiples interprétations sont possibles. Selon l'Ayatollah Mohaqiq Nasab, c'est dès l'installation du premier califat islamique (après la mort de prophète Mohammed) que l'Islam entre dans une phase politique. Dès lors, une guerre d'apostasie s'enclenche et l'histoire sanglante de l'Islam commence. Selon lui, la religion politique est dangereuse. La religion est une doctrine morale et éducative, elle n'a rien à voir avec la politique. Autrement dit, aucune religion divine ne comprend un système politique. Mais en l'absence d'un système politique et de lois bien claires, la religion politique va aboutir à un régime autoritaire, car le calife ou le groupe dominant va agir en tant que porte parole de la religion et interpréter la religion conformément à ses intérêts politiques (2).

Du fait que les sociétés musulmanes sont majoritairement traditionnelles et que leurs régimes politiques en place sont autoritaires, on observe d'une part un grand respect des valeurs religieuses et d'autre part une instrumentalisation de ces valeurs religieuses à des fins politiques. En fait, les classes dominantes ou les autorités politiques, dans les pays musulmans, masquent souvent leurs objectifs politiques derrière un discours religieux.

On utilise fréquemment la religion comme un « *gilet pare-balle* » ou dans le cas extrême comme un « *gilet-suicide* ». <sup>1</sup>

Ainsi par exemple, si on compare du point de vue religieux la politique intérieure et la politique étrangère de l'Iran, on peut observer des contradictions non négligeables. Les sunnites iraniens sont privés de leurs droits et sont parfois opprimés, mais par contre le régime iranien soutient les milices sunnites en Palestine (Hamas) et en Afghanistan (Ahmad Shah Massoud et même ces dernières années les Talibans). Par contre, l'Azerbaïdjan, dont la population est majoritairement chiïte, a entretenu des relations politiques, diplomatiques et économiques avec Israël, ennemi de l'Iran. « *C'est une alliance qui, de prime abord, peut paraître surprenante, voire déroutante. D'un côté, Israël, État juif, puissance économique et militaire incontournable du Moyen-Orient ; de l'autre, l'Azerbaïdjan, État postsoviétique à majorité musulmane (70 % de chiïtes) richement doté en hydrocarbures, mais sans réelle aura géopolitique.* » (3)

De la même façon, si on analyse la politique intérieure et étrangère d'autres pays dont l'attachement à l'Islam est largement reconnu, notamment l'Arabie Saoudite et le Qatar, on peut observer que ce n'est pas la religion qui oriente la politique mais bien l'inverse, c'est la politique qui prime et qui instrumentalise l'Islam. En effet, dans un régime non démocratique, c'est l'intérêt politique du régime au pouvoir ou de la classe dominante qui incite souvent à la provocation religieuse et à l'augmentation du degré de sensibilité religieuse et autres phobies au sein de la société afin de maintenir le pouvoir du régime en place. Selon Thierry Coville, « *on ne peut nier qu'à certains moments l'instrumentalisation (de la religion) sans discernement de la carte religieuse (comme le soutien de l'Arabie saoudite à des groupes comme l'EI) peut conduire à des affrontements entre les communautés religieuses* » (4).

On présente souvent dans les médias « l'arc chiïte », à savoir l'Iran, la Syrie et le Liban, comme une menace stratégique pour la sécurité régionale et les intérêts des États-Unis et de leurs alliés. C'est sur base de cette perception que l'effondrement de régime dictatorial de Saddam Hussain, régime qui opprimait les Chiïtes et les Kurdes, a provoqué le mécontentement des Sunnites arabes au Moyen-Orient ; car après la chute de Saddam, les Chiïtes irakiens, étant majoritaires, ont pris le pouvoir et les Kurdes ont obtenu plus d'autonomie. En conséquence, les Sunnites, surtout les alliés des États-Unis comme l'Arabie Saoudite et le Qatar, perçoivent le nouveau régime irakien comme une perte face à l'Iran.

---

1 Gilet explosif que portent les suicidaires.

Les groupes fanatiques et extrémistes sunnites ont profité de la situation d'anarchie enclenchée par le printemps arabe pour tenter d'anéantir des gouvernements chiites, à savoir le gouvernement d'Assad en Syrie et le gouvernement de Maliki en Irak. La méfiance religieuse à l'égard du pouvoir a provoqué une résistance forte en Syrie et en Irak. La majorité des Sunnites de ces pays considérait les groupes fanatiques comme des sauveurs. C'est pourquoi ils ont coopéré avec Daesh et ont mis leurs territoires à la disposition de ce groupe terroriste. En conséquence, on peut dire que d'une manière ou l'autre, la peur de l'arc chiite peut être considérée comme un des facteurs essentiels à la fois de la naissance, du renforcement et de l'élargissement de l'État terroriste Daesh.

Quant à l'Arabie Saoudite, elle a formé récemment une coalition avec les pays arabes, dont les Émirats arabes unis, le Koweït, le Qatar, Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et le Soudan, contre les houthistes yéménites, et « *face à ce qu'ils ont interprété, à tort ou à raison, comme une nouvelle avancée de l'Iran dans un pays qu'ils considéraient comme leur arrière-cour, l'absence de réaction valait capitulation* » (5). Cette coalition a lancé le 26 mars 2015 une opération militaire, « Tempête décisive », au Yémen. En fait, sur le plan de la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, d'après Thierry Coville : « *le facteur religieux existe, mais il est instrumentalisé par l'Iran et l'Arabie saoudite pour atteindre des objectifs de géopolitique. Dans certains cas, il sera utile de jouer la carte religieuse, dans d'autres cas, non.* » (4).

## L'ANTAGONISME ET LA CONCURRENCE DES PUISSANCES RÉGIONALES

Le Moyen-Orient est une région en conflit constant. Cette région présente un nœud complexe de tensions à la fois religieuses, ethniques et économiques. Le conflit israélo-palestinien se caractérise comme un conflit religieux entre les Musulmans et les Juifs. Le problème du Kurdistan est à la fois un facteur de convergence étatique et de déstabilisation de la région. Pourquoi un facteur de convergence ? Parce qu'il y a un consensus non écrit entre les pays comme la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie sur la répression des Kurdes. Les Kurdes qu'on désigne parfois comme une nation sans État, sont répartis dans les quatre pays susmentionnés. Ils revendiquent le droit des peuples à disposer d'eux mêmes et veulent créer un État kurde. Donc on peut considérer le problème des Kurdes comme une source

de déstabilisation du Moyen-Orient. En outre, comme c'est mentionné plus haut, la rivalité sunnite-chiite est un autre élément déstabilisateur de la région.

Malgré tout, c'est l'intérêt géopolitique des acteurs régionaux qui oriente les politiques d'hostilité ou d'amitié entre les acteurs. La Turquie qui a marqué une tendance vers l'islamisation, a établi des relations politiques et diplomatiques avec Israël, mais elle s'est mise en concurrence avec l'Iran et l'Arabie Saoudite pour diriger le monde musulman. C'est pourquoi elle s'oppose à la Syrie, alliée de l'Iran, et soutient les opposants de Bashar Al Assad. En plus, la Turquie a facilité le passage des djihadistes européens vers la Syrie pour combattre le régime syrien. On peut donc dire que, d'une manière ou l'autre, la Turquie a joué un rôle non négligeable dans le renforcement de l'État islamique. Pour la Turquie, de ce point de vue, l'arc chiite est plus menaçant et plus dangereux qu'Israël.

De même, l'État islamique qui avait conquis facilement les territoires sunnites en Syrie et en Irak, a rencontré une résistance très forte parmi les Kurdes de ces pays. Malgré l'arrivée de l'État islamique à Kobané, c'est-à-dire à la frontière turque, la Turquie n'a pas voulu aider les résistants kurdes contre l'État islamique parce qu'elle se méfie du renforcement des Kurdes et du développement de leur désir d'autonomie qui s'en suivrait.

Quant à l'Iran, l'État islamique n'est pas simplement une menace pour ses alliés comme la Syrie et l'Irak, mais un danger stratégique et mortel pour ce régime lui-même parce que les Kurdes et les Sunnites iraniens mécontents sont susceptibles d'adhérer à l'État islamique. C'est pourquoi l'Iran est fort impliqué directement dans la guerre en Syrie et en Irak contre l'État islamique. La Syrie est la ligne rouge pour le régime iranien qui a beaucoup investi en Syrie pour sauver le régime d'Assad.

De la même façon on peut dire que les autres pays de la région comme l'Arabie Saoudite, en tant qu'opposants aux régimes iranien, syrien et au gouvernement majoritairement chiite irakien, poursuivent une politique de double jeu. D'une part en aidant les groupes fanatiques, ils cherchent à affaiblir voire à contrebalancer l'Iran et ses alliés, et d'autre part ils ont adhéré à l'alliance internationale contre le terrorisme, surtout contre l'État islamique.

Malgré la menace réelle et immédiate de l'État islamique pour la sécurité, voire pour l'intégrité territoriale des pays de la région, les divergences et les

conflits d'intérêt géopolitique empêchent les acteurs régionaux à s'entendre et à s'articuler autour d'une politique et d'une stratégie unique et efficace pour lutter contre l'État islamique.

## L'ÉLARGISSEMENT ET L'EXTENSION DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Actuellement, l'État islamique dispose de milliers de combattants qui viennent des quatre coins du monde ainsi que d'une réelle manne financière et il contrôle un vaste territoire.

Au début, Daesh a bénéficié d'une situation trouble et désordonnée, en Syrie et en Irak, pour se renforcer et concurrencer les autres groupes djihadistes. Les divergences politiques au niveau international ainsi qu'au niveau régional ont permis à Daesh de développer ses ambitions pour instaurer un empire islamique ou un « califat » islamique dans le monde musulman. C'est pourquoi on a changé le nom de « État islamique en Irak et au Levant » en « État islamique ».

En novembre 2014, les groupes djihadistes en dehors du territoire contrôlé par l'État islamique ont fait le serment d'allégeance à Abubakr Al Baghdadi, le calife de cet État islamique. Parmi les nouveaux adhérents, les branches égyptienne et libyenne, à savoir, la province du Sinaï en Égypte, les provinces de Burqa, Tripoli et Fezzan en Libye, sont très actives, tandis que les branches algérienne, saoudienne et yéménite ne sont pas encore très fortes (6). Mais la situation chaotique au Yémen va offrir une opportunité à l'État islamique de se présenter activement dans ce pays.

Daesh ou l'État islamique a la prétention d'élargir son champ d'influence vers une région géostratégique, à savoir le Pakistan, l'Afghanistan et l'Asie centrale. L'État islamique a désigné Hafiz Saëd Khan, ex-commandant des Talibans, comme gouverneur ou Amir de la « province de Khorasan ». L'autre personne connue qui a fait serment d'allégeance à Daesh est Moulawi Abdul Rahim Muslimdost, également un ex-membre des Talibans. Il a passé quatre ans à la prison de Guantanamo.

L'ancien Khorasan englobait l'Afghanistan, une partie de l'Iran, du Pakistan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, mais le Khorasan de l'État islamique s'étend sur l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et les pays d'Asie centrale. L'Afghanistan, au cœur de cette région, reste toujours au centre de l'enjeu géopolitique régional et international. Mais depuis l'intervention des États-Unis et de la communauté internationale en Afghanistan visant l'effondrement du régime des Talibans,



tous les acteurs régionaux et internationaux sont fortement présents dans ce pays. C'est pourquoi la guerre contre le terrorisme en Afghanistan est appelée « guerre par procuration » ou « *proxy war* ». Le Pakistan, qui utilise le fondamentalisme islamique comme moyen stratégique, soutient les Talibans. L'Inde, adversaire ou ennemie du Pakistan, a entretenu des relations étroites avec le gouvernement afghan. Parwiz Musharraf, ex-chef militaire et ex-président pakistanais a avoué dans une interview que le Pakistan soutient les Talibans. Il a dit que le Pakistan avait ses propres procurations en Afghanistan et que l'Inde avait les siens. Les espions des services de renseignements du Pakistan ou *Inter-Services Intelligence (ISI)*, ont encouragé les Talibans, parce que le gouvernement afghan était dominé par les non-pashtouns (7).

L'Iran, à la fois hostile aux États-Unis et aux Talibans, poursuit une politique de double jeu. Pour l'Iran, d'une part l'installation d'un régime modéré en Afghanistan est dans son intérêt, mais d'autre part les Talibans peuvent servir ce pays à contrebalancer les États-Unis. La Chine, alliée stratégique du Pakistan, se méfie du développement de l'extrémisme islamique tout autant que de la présence des États-Unis dans la région. La Russie s'est alignée sur la même politique que la Chine.

Pour l'État islamique, qui a la prétention ambitieuse de créer un califat islamique, l'Afghanistan, point de jonction des trois régions de l'Asie (l'Asie centrale, l'Asie du Sud-est et le Moyen-Orient) est un territoire géostratégique idéal. Le fondamentalisme et l'idéologie djihadiste qui se sont fortement institutionnalisés et enracinés - durant la guerre contre l'URSS - en Afghanistan et au Pakistan, rendent cette région susceptible de contribuer à l'élargissement de l'État islamique. De point de vue idéologique il n'y a aucune différence entre les Talibans et l'État islamique. Il suffira simplement de changer le nom de Taliban en État islamique parce que désormais les Talibans appliquent la même sévérité que l'État islamique. Ils lancent des attaques suicides au milieu des civils et égorgent les femmes et les enfants.

En plus, les groupes djihadistes des pays d'Asie centrale et les Ouïgours du Xinjiang en Chine, qui épaulent les Talibans en Afghanistan et au Pakistan, sont déjà des facteurs avantageux pour le développement et l'élargissement de l'État islamique. De surcroît, l'Afghanistan est un pays montagneux qui convient bien à la guérilla.

Si du point de vue idéologique il n'y a pas de différence entre le régime des Talibans, Al Qaeda et l'État islamique, du point de vue géopolitique, la

menace et le danger que représente l'État islamique sont encore plus forts et plus sérieux. L'État islamique dénonce la configuration étatique actuelle du monde musulman et s'est déjà présenté comme un État qui englobera tous les pays musulmans.

Cet État de la terreur peut être donc considéré comme une menace immédiate pour les pays musulmans ainsi que pour les deux puissances internationales que sont la Russie et la Chine. Les groupes terroristes dans les pays d'Asie centrale, proches de la Russie, et même à l'intérieur du territoire russe, sont une menace à la fois pour la sécurité et pour l'intégrité territoriale de la Russie. Quant à la Chine, les groupes terroristes Ouïgours de la province de Xinjiang qui ont déjà adhéré à Al Qaeda et aux Talibans en Afghanistan et au Pakistan, représentent une menace réelle et immédiate pour la Chine.

Le danger de l'État islamique ne se limite pas aux pays susmentionnés, il menace la paix et la sécurité internationales. Le désengagement militaire de la communauté internationale en Afghanistan, la fragilité de la stabilité de ce pays, voire l'implication et l'attention des États-Unis et de l'OTAN dans le conflit ukrainien, vont faire de l'Afghanistan un territoire cible et un « *safe haven* » pour l'État islamique. Ignorer le danger que représente cet État de la terreur ou l'utiliser comme un instrument à des fins stratégiques pour contrebalancer des adversaires régionaux et mondiaux, c'est en quelque sorte « jouer avec le feu ».

Si l'État islamique n'est pas réprimé maintenant en Afghanistan, si on attend qu'il s'installe dans ce pays montagneux et propice à la guérilla, le contrôle et l'élimination de ce groupe terroriste sera encore plus difficile, voire impossible. C'est la responsabilité des acteurs internationaux de prendre en compte sérieusement le danger et la menace réelle et immédiate que représente l'État islamique. Le consensus et la coopération internationale sur le contrôle et l'élimination de terrorisme, voire de l'État islamique lui-même, sont indispensables. L'éradication du terrorisme est dans l'intérêt de tous. Mais par contre, l'instrumentalisation de l'extrémisme religieux à des fins politiques et stratégiques aura des conséquences imprévisibles et encore plus dangereuses.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Le Monde, *Les islamistes de l'EIIL proclament un « califat islamique » entre l'Irak et la Syrie*, [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/06/29/l-eiil-proclame-l-etablissement-d-un-califat-islamique-et-change-de-nom\\_4447568\\_3218.html#xr6zKFAvOs67g1l3.99](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/06/29/l-eiil-proclame-l-etablissement-d-un-califat-islamique-et-change-de-nom_4447568_3218.html#xr6zKFAvOs67g1l3.99), consulté le 09/03/2015.
2. MOHAQIQ NASAB, A., *Les causes de l'extrémisme religieux et la manière de lutter contre cet extrémisme*, 29 mars 2015. <http://www.worldhazaracouncil.org/category/3/>. Consulté le 06/04/2015.
3. JANIER, A., *Israël-Azerbaïdjan : le nouveau front anti-iranien ?*, Le Monde, 05/04/2102. [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/04/05/israel-azerbaïdjan-le-nouveau-front-anti-iranien\\_1679972\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/04/05/israel-azerbaïdjan-le-nouveau-front-anti-iranien_1679972_3218.html). Consulté le 05/04/2015.
4. COVILLE, T., *L'Iran/Arabie Saoudite, une « guerre froide » qui ne dit pas son nom*, IRIS. <http://www.iris-france.org/liranarabie-saoudite-une-guerre-froide-qui-ne-dit-pas-son-nom/>. Consulté le 06/04/2015.
5. AYAD, C., et PARIS, G., *Au Yémen, le pari risqué de l'Arabie saoudite*, 27/03/2015. [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/03/27/au-yemen-le-pari-risque-de-l-arabie-saoudite\\_4602744\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/03/27/au-yemen-le-pari-risque-de-l-arabie-saoudite_4602744_3218.html). Consulté le 29/03/2015.
6. BBC, [http://www.bbc.co.uk/persian/world/2015/02/150207\\_an\\_isis\\_alqaeda](http://www.bbc.co.uk/persian/world/2015/02/150207_an_isis_alqaeda). Consulté le 20/03/2015
7. MUSHARRAF Parwiz, *Pakistan and India's backing for "proxies" in Afghanistan must stop*, 13/02/2015. <http://www.theguardian.com/world/pervez-musharraf>. Consulté le 07/04/2015.

